



Le 2 avril 2026

Nous, retraitées et retraités des Finances, nous serons dans la rue !

Nous serons dans la rue, car nous voulons la paix !

Toute notre vie, nous avons lutté pour un monde en paix. Pour nos enfants, pour nos petits-enfants, pour les générations futures, nous continuerons à lutter pour la paix et le désarmement face à la folie impérialiste et colonisatrice dont le seul but est de défendre ses intérêts économiques et l'accaparement des matières premières comme le pétrole et les terres rares. Nous serons dans la rue pour soutenir tous les peuples subissant la guerre et qui veulent décider de leur destin.

Nous serons dans la rue car les attaques contre les retraitées et les retraités n'ont pas cessé.

Nous, agents des Finances, nous savons que Bercy s'active sur le budget 2027 sous la pression de la Commission européenne qui cherche à imposer à la France la réduction de sa dette et de ses déficits publics.

Parce que les gouvernements successifs ont renoncé à s'attaquer au capital et à imposer une profonde réforme de justice fiscale, il est à craindre que ce que nous avons réussi à mettre en échec en 2025 revienne dans le PLF 2027 et le PLFSS comme le gel de l'augmentation des pensions, des minimas sociaux, l'abandon de l'abattement fiscal de 10%

Pensions-retraites : ça ne va pas !

Avec une augmentation des retraites de base de 0,9 % au 1er janvier 2026 (au titre de l'inflation de l'année 2025) et de 0 % pour la complémentaire retraite AGIRC-ARRCO, patronat – gouvernement – libéraux veulent faire croire que les retraitées et les retraités sont non seulement privilégiés, mais aussi responsables du déficit de la France.

La réalité est toute autre ! 60 % des 17 millions de retraités touchent moins que le Smic (1 812 €), 30 % d'entre eux sont en dessous de 1 000 € dont 74 % sont des femmes.

Alors ce 2 avril, nous serons dans la rue pour exiger une augmentation de 10% des pensions compte tenu des pertes cumulées de puis 2020 et 300 € d'augmentation des minimums de pension.

Halte à la vie chère et à l'augmentation du pétrole et du gaz !

Une fois de plus, les spéculateurs du monde entier ont fait flamber les cours du pétrole et du gaz dès le début du conflit en Iran et au moyen orient. La hausse brutale du coût

de l'énergie accentue les difficultés du quotidien et pèse directement sur le pouvoir d'achat.

Cette situation rend indispensable une action rapide pour protéger l'ensemble de la population face à une inflation énergétique persistante. Beaucoup de pays (Espagne – Italie) ont déjà pris des mesures. Dans un courrier au Premier ministre, Sophie BINET a demandé, au nom de la CGT de :

- Mettre un encadrement strict des prix
- Une TICPE flottante permettant d'amortir les hausses
- Un financement reposant sur les bénéfices des groupes énergétiques.

Pour les services publics et notamment le service public de santé : nous serons dans la rue !

Beaucoup de retraitées et de retraités souffrent de déserts médicaux, du délai pour obtenir un rendez-vous chez un spécialiste, des suppressions d'emplois et de lits dans les hôpitaux qui retardent des opérations prévues de longue date et ainsi menace nos vies !

Et en plus, notre protection sociale complémentaire se dégrade. Elle se dégrade pour les actifs avec des nouveaux opérateurs ultra-libéraux comme ALAN mais elle se dégrade pour les retraitées et les retraités dont les cotisations explosent, notamment en raison de taxes imposées par les gouvernements successifs et en raison du désengagement des employeurs publics et semi-publics. **C'est inacceptable !**

Les suppléments d'honoraires se multiplient. Pour toutes ces raisons, il est urgent de porter et d'obtenir une Sécurité sociale intégrale : le 100% santé ce qu'avait pensé Ambroise CROIZAT, il y a 80 ans, lors de la création de la Sécurité Sociale, une immense conquête sociale que le monde entier nous envie.

Ce sont bien des services publics de proximité, avec du personnel en nombre et formé, dont nous avons tous besoin.

Face à la paupérisation de la population, et des retraités en particulier, aux nombreuses revendications restées sans réponse de la part des pouvoirs publics, du patronat avide des exonérations sociales et aides publiques, la mobilisation est plus que jamais nécessaire.

Alors, oui, nous retraitées et retraités des Finances, nous serons dans la rue le 2 avril pour porter haut et fort nos revendications !